



Les évolutions de la stratégie d'exportation gazière de la Russie : l'Europe contre l'Asie ?

Catherine Locatelli

► To cite this version:

Catherine Locatelli. Les évolutions de la stratégie d'exportation gazière de la Russie : l'Europe contre l'Asie ?. 2004. halshs-00003477

HAL Id: halshs-00003477

<https://shs.hal.science/halshs-00003477>

Submitted on 7 Dec 2004

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CAHIER DE RECHERCHE LEPII
Série EPE
N° 38

**Les évolutions de la stratégie d'exportation gazière de la Russie
L'Europe contre l'Asie ?**

Catherine LOCATELLI

Septembre 2004

RÉSUMÉ

La stratégie gazière russe est aujourd'hui soumise à de profondes évolutions, et l'internationalisation des échanges gaziers russes est désormais au cœur de la stratégie de Gazprom. Les évolutions institutionnelles et organisationnelles de son principal marché d'exportation, celui de l'Union européenne, sont un enjeu majeur pour la Russie. Elles sont porteuses d'un certain nombre de contraintes mais aussi d'opportunités. L'Union européenne est encore le principal marché d'exportations gazières pour la Russie mais l'émergence de l'Asie en tant qu'importateur significatif de gaz est susceptible de modifier les priorités de la Russie en la matière. Avec 40% des réserves mondiales de gaz, la Russie a incontestablement une carte à jouer sur la scène énergétique mondiale.

Mots clés :

exportations gazières russes, libéralisation du marché gazier européen, stratégie gazière russe.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
1 LA RUSSIE ET LE MARCHE GAZIER EUROPEEN	1
1.1 UNE STRATÉGIE DE MAXIMISATION DES EXPORTATIONS	1
1.2 UNE STRATÉGIE DE MAXIMISATION DE LA PRODUCTION	3
2 LA RUSSIE FACE A LA LIBERALISATION DU MARCHE GAZIER EUROPEEN	4
2.1 CONTRAINTES ET OPPORTUNITÉS POUR LES FOURNISSEURS DE L'UE.....	4
2 1.1 <i>La modification des clauses contractuelles.....</i>	<i>4</i>
2 1.2 <i>La nécessité d'accroître les opportunités des exportations russes face à la croissance prévisible de la concurrence.....</i>	<i>5</i>
2 1.3 <i>Les opportunités ouvertes par la libéralisation.....</i>	<i>5</i>
2.2 LES RÉPONSES DE GAZPROM.....	6
2 2.1 <i>Maintenir un système de contrats de long terme « aménagé ».....</i>	<i>6</i>
2 2.2 <i>Multiplier les voies d'exportations.....</i>	<i>6</i>
2 2.3 <i>Limiter la concurrence « gaz-gaz » russe</i>	<i>6</i>
3 L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE : UN NOUVEL ENJEU GAZIER POUR LA RUSSIE ..	7
3.1 SÉCURISER ET AUGMENTER LES PARTS DE MARCHÉ	7
3.2 CONTRÔLER LA CONCURRENCE EN PROVENANCE DE LA CASPIENNE	7
4 L'ENJEU ASIATIQUE	8
CONCLUSION.....	9
BIBLIOGRAPHIE.....	11

INTRODUCTION

L'Europe a de tous temps constitué le marché d'exportation privilégié et unique pour les exportations gazières russes. Avec près de 80 milliards de m³ de gaz exportés vers l'Union européenne en 2003, soit 33% de l'approvisionnement de cette zone, la Russie s'affirme comme un fournisseur essentiel de ce marché, au côté de l'Algérie, de la Norvège et des Pays Bas. Une telle logique devrait se maintenir sur le moyen terme. L'Europe, en particulier l'Union européenne, demeure au cœur de la stratégie gazière de la Russie et de sa société gazière Gazprom. Les Russes cherchent ainsi incontestablement à demeurer un fournisseur majeur de grands partenaires tels que l'Europe et à ce titre être considérés comme un partenaire stratégique et incontournable.

Peut-on dire que la stratégie gazière de la Russie est, dans ses grandes lignes, le prolongement de celle menée par l'Union soviétique ? Deux facteurs sont de ce point de vue à prendre en considération. D'une part, la libéralisation du marché gazier européen est un enjeu majeur porteur de contraintes mais aussi d'opportunités. Elle pourrait supposer des évolutions sensibles de l'organisation de l'industrie gazière russe dès lors qu'elle met au premier plan la question de l'évolution des coûts de l'approvisionnement gazier russe face à la concurrence qui pourrait se développer sur le marché européen. D'autre part, l'intégration de certains pays d'Europe centrale et orientale à l'Union européenne est un deuxième facteur susceptible de bouleverser quelque peu la stratégie gazière de Gazprom. Ces pays sont, en effet, des voies de transit importantes pour les exportations russes vers l'Europe de l'Ouest mais aussi des marchés où Gazprom a été jusqu'à présent le fournisseur quasi exclusif de gaz. Enfin, l'Europe n'est plus « le seul objectif » pour les exportations russes. Gazprom affiche ainsi très clairement sa volonté de définir une stratégie qualifiée de globale¹. Il s'agit donc de maintenir voire d'accroître ses parts de marché dans l'Union européenne tout en se positionnant sur les marchés asiatiques, en particulier chinois voire nord américain. Dans une certaine mesure, la Russie pourrait de ce fait mettre en concurrence ces différents marchés potentiels, tout au moins pour l'Europe et l'Asie. Avec près de 40% des réserves mondiales de gaz, la Russie a incontestablement une carte maîtresse à jouer sur les marchés énergétiques internationaux.

1 LA RUSSIE ET LE MARCHE GAZIER EUROPEEN

Une grande logique marque la stratégie gazière de la Russie vis-à-vis de l'Europe et de l'Union européenne, celle de la maximisation des exportations. Elle s'accompagne d'une volonté de multiplication mais aussi de sécurisation des réseaux d'exportation mis en place pour atteindre les marchés européens. Elle suppose dans le même temps une stratégie de maximisation de la production pour répondre aux besoins internes et à la croissance envisagée des exportations vers l'Europe.

1.1 Une stratégie de maximisation des exportations

Les exportations gazières de la Russie à destination de l'Europe se sont chiffrées à 139 milliards de m³ en 2003 et devraient être de plus de 140 milliards de m³ en 2004. Dans l'Union européenne, les exportations se sont centrées sur quelques pays, principalement l'Allemagne, l'Italie et la France (cf. tableau 1). L'intégration récente de la Pologne, de la Hongrie, des républiques Tchéque et Slovaque ainsi que des pays baltes devrait renforcer le poids russe dans l'approvisionnement de l'Union européenne, étant donné les niveaux de dépendance de ces pays par rapport au gaz russe.

¹ Komarov (Y.).- « It's a long time since we have been analyzing implications of gas market liberalization in Europe ».- *Gazprom*, 20 janvier 2004, 5 p.

Tableau 1 : Les exportations de gaz vers les marchés européens et la production gazière de la Russie de 1980 à 2003, en milliards de m³

	1980	1992	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Europe Ouest	22,2	62,1	74,4	74,4	74,1	78,4	88,4	90,4	90,7	87,8	92,0
• Union européenne	22,2	57,2	68,3	67,9	67,0		76,9	79,8			78,9
Allemagne (1)	11,8	22,9	32,2	32,3	32,5	32,5	34,9	34,1	32,6	32,2	35,0
France	0,0	12,1	12,5	12,0	10,9	10,9	13,4	12,9	11,2	11,4	11,2
Italie	6,4	14,1	13,9	13,8	14,2	17,3	19,8	21,8	20,2	19,3	19,7
Autriche	3,0	5,1	6,1	6,1	5,6	5,7	5,4	5,1	4,9	5,2	6,0
Finlande	1,0	3,0	3,6	3,7	3,6	4,2	4,2	4,3	4,6	4,6	5,1
• Turquie	0,0	4,5	5,7	5,7	6,7	6,6	8,8	10,2	11,1	11,8	12,8
• Suisse	0,0	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
PECO	29,4	37,1	42,9	49,1	42,7	42,1	38,4		40,3	41,6	46,0
Rep tchèque			8,4	9,4	8,4	8,6	7,8	7,5	7,5	7,4	7,4
Slovaquie			7,4	7,2	7,1	7,1	7,5	7,9	7,5	7,7	7,3
Pologne	5,3	6,7	7,3	7,2	6,8	6,9	6,1	6,8	7,5	7,3	7,4
Hongrie	3,9	4,8	6,3	7,7	6,5	7,3	7,4	6,5	8,0	9,1	10,4
Bulgarie	4,0	5,2	5,8	6,1	5,0	3,6	3,2	3,2	3,3	2,8	2,9
Roumanie	1,5	4,6	6,2	7,4	5,1	4,8	3,2	3,2	2,9	3,5	5,1
Total	51,6	99,2	117,3	123,5	116,8	120,5	126,8	129,1	131,0	129,4	138,9

Sources : CEDIGAZ.- Le gaz naturel dans le monde.- Rueil-Malmaison, différentes années, Gazprom, différentes années.

Cette stratégie de maximisation des exportations vers l'Union européenne devrait se maintenir sur le court terme dans la mesure où cette zone est celle qui permet à la Russie de valoriser au mieux sa production gazière compte tenu des bas prix du gaz sur son marché intérieur et de la persistance sur certains segments de relations non monétaires². Ainsi, les exportations vers l'UE s'avèrent être une variable déterminante de la capacité de la société gazière à financer ses investissements. L'Europe restera donc une zone sur laquelle Gazprom tentera de maximiser ses exportations. A l'horizon 2008-2010, l'objectif affiché par les autorités russes est d'exporter près de 200 milliards de m³ de gaz vers l'Europe, pour un volume total d'exportation de 245-275 milliards de m³ de gaz (cf. tableau 2). Par ailleurs, l'initiative Poutine-Prodi portant sur la signature d'un partenariat énergétique entre l'Union européenne et la Russie (en discussion depuis l'année 2000) devrait lier plus étroitement ces deux zones en matière de gaz³.

La Russie tente aujourd'hui d'accroître ses parts de marché en Europe ce qui la conduit à rechercher de nouveaux marchés d'exportation. Le Royaume-Uni est l'un d'eux, Gazprom souhaitant exporter rapidement 8-10 milliards de m³ à destination de ce pays⁴. La réalisation du « North European Gas Pipeline », projet considéré par les Russes comme prioritaire, s'inscrit dans cette stratégie, même si l'on peut avoir des doutes sur sa réalisation à court terme⁵. La société gazière russe entend également exporter du gaz vers la Suède dès 2010. La Turquie et l'Italie sont elles aussi des marchés sur lesquels Gazprom veut accroître sa présence.

² In 2001, these prices were \$10 per 1,000 m³ for households and \$15-16 per 1,000 m³ for industrial units, compared with an average of \$120 per 1,000 m³ for exports to Western Europe. *Petroleum Economist*, February 2002, p. 40. Butler, M., "Russian Gas for Europe", *Oxford Energy Forum*, February 2002, pp. 3-6.

³ *Partenariat énergétique UE/Russie*, Union européenne, 16 octobre 2001.

⁴ «Gazprom targets UK in gas export plans ».- *Gas Matters*, mars 2004, p. 8.

⁵ « Will political ties lead to a Russia-Uk pipeline link ? ».- *Gas Matters*, July 2003, p. 10-15.

Tableau 2 : Les prévisions d'exportations gazières de la Russie à l'horizon 2010-2020, en milliards de m³

	2000	2005	2010	2020
Total	217	245-260	245-275	270-275
Hors CEI et Pays Baltes	130,0	175-190	195-205	200-210

Source : Energy Strategy of Russia for the period ending 2020 : Mains provisions.- Mintopenergo, Moscow, November 2000.

1.2 Une stratégie de maximisation de la production

Cette stratégie de maximisation des exportations s'appuie logiquement sur une politique de maximisation de la production. En 2003, la production gazière russe s'est chiffrée à 616 milliards de m³ dont l'essentiel, 540 milliards de m³, a été assuré par Gazprom. Mais on ne peut ignorer les difficultés que rencontre aujourd'hui la société gazière russe à renouveler ses capacités de production. Ces dernières années, les objectifs de production ont déjà été largement revus à la baisse. Le plan énergétique de long terme de la Russie envisage, dans le scénario optimiste, une production de 645-665 milliards de m³ en 2010, largement en deçà des objectifs initiaux qui étaient de l'ordre de 765-850 milliards de m³, et de 710-730 milliards de m³ en 2020⁶. Les réserves gazières russes ne sont pas en cause. Mais les niveaux de production envisagés exigeront des investissements conséquents de l'ordre de 164-171 milliards de \$ (dont une partie pour le transport) sur la période 2001-2020⁷. La société gazière russe a-t-elle la capacité de mettre en production au rythme voulu les gisements permettant d'assurer une production compatible avec des niveaux d'exportations aussi élevés que ceux envisagés ? Les hausses des prix pétroliers et leurs répercussions sur les prix gaziers ont sensiblement accru la capacité financière de Gazprom en 2003 et 2004. Il n'en demeure pas moins que les bas prix du gaz sur le marché intérieur russe sont un élément qui ne peut que restreindre sa capacité à financer des investissements. C'est donc principalement à l'exportation que Gazprom doit rechercher les liquidités nécessaires au financement de ses investissements. Cette situation de dépendance par rapport à l'extérieur fragilise son développement dans la mesure où toute baisse des prix du gaz sur le marché européen diminuera sa capacité financière et contraindra donc sa stratégie d'investissement.

Toutefois, ces dernières années, et c'est une évolution notable, ont vu l'émergence de nouveaux producteurs à l'image d'Itera et surtout des compagnies pétrolières russes, principalement Lukoil, Yukos et Surgutneftegaz⁸. A l'avenir, ceux-ci pourraient s'affirmer comme des acteurs importants de l'industrie gazière et en changer quelque peu sa structure. Leur plus grande implication dans l'industrie gazière reste cependant largement conditionnée par une réforme d'ensemble du secteur. L'accès libre et égalitaire au réseau de transport de Gazprom est une condition, la réforme des prix intérieurs du gaz en est une autre tout aussi importante⁹.

⁶ Il s'agit du nouveau plan énergétique de long terme (2020) discuté en mai 2003. Deux autres scénarios sont publiés : un scénario modéré où la production gazière serait de 635 milliards de m³ de gaz en 2010 et de 680 milliards de m³ de gaz en 2020 et un scénario critique où elle serait de 555-560 milliards de m³ en 2010 et de 610 milliards en 2020.

Le scénario optimiste s'appuie sur une hypothèse de prix du gaz au niveau international de 138\$/ 1000 m³, mais aussi sur une hypothèse de dérégulation des prix du gaz à l'intérieur de la Russie aboutissant à des hausses importantes et une hypothèse de réforme majeure de l'industrie gazière russe qui permettrait l'entrée de nouveaux producteurs gaziers sur le marché russe.

⁷ « World Energy Investment Outlook 2003 ».- AIE-OCDE, 2003, p. 148.

⁸ Gazprom estimates that Russian oil companies could provide gas supplies to the tune of 150-170 bcm in the period 2010-2020. "Gazprom hints at transportation quota for independent gas producers", *Gas Briefing International*, May 2002, p. 3.

⁹ Locatelli (C.).- « "The viability of deregulation in the russian gas industry".- *Journal of Energy and Development*, 28 (2), pp. 221-38.

2 LA RUSSIE FACE A LA LIBERALISATION DU MARCHE GAZIER EUROPEEN

Le principal marché d'exportation pour les exportations gazières de la Russie, celui de l'Union européenne, connaît aujourd'hui de profondes évolutions dans son organisation, ses structures, ses règles et ses institutions¹⁰. Ces dernières contraignent Gazprom à des adaptations porteuses de contraintes mais aussi d'opportunités pour la société gazière. Sa stratégie doit s'organiser autour de deux questions essentielles. Comment accroître ses parts de marché dans un environnement qui sera de plus en plus concurrentiel ? Comment sécuriser les voies d'exportation pour atteindre ces marchés ? La dislocation de l'Union soviétique a ainsi quelque peu fragilisé le dispositif russe en matière de routes d'exportation en multipliant les pays de transit dans un environnement politiquement instable.

2.1 Contraintes et opportunités pour les fournisseurs de l'UE

La libéralisation du marché gazier de l'Union européenne accroîtra l'exposition au « risque prix » et au « risque volume » des fournisseurs traditionnels de cette zone. Elle conduira, en effet, à une modification de certaines clauses contractuelles des contrats existants concernant l'indexation des prix et les multiples aspects des formules de prix qui organisent les ventes. Elle devrait également déboucher sur la suppression de la clause de destination finale. Sur le court terme mais surtout sur le plus long terme, les adaptations des clauses contractuelles, celle de « Take or Pay », celle d'indexation des prix, celle de destination finale, sont porteuses de contraintes pour la société gazière russe dans la mesure où les contrats de long terme sont la base du financement des investissements de Gazprom en matière de production et de transport.

2.1.1 La modification des clauses contractuelles

La clause de « Take or Pay » et celle d'indexation des prix sur celui du pétrole assurent à Gazprom une stabilité financière dont il a incontestablement besoin pour s'engager dans des investissements de grande ampleur. Nous l'avons vu, cette caractéristique est particulièrement marquée pour la Russie dans la mesure où sa société gazière enregistre de larges pertes financières sur son marché intérieur. De ce point de vue, Gazprom est plus que toute autre compagnie dépendante des conditions financières de ses exportations pour le financement de ses investissements et le renouvellement de ses capacités de production. En la matière, la modification des contrats de long terme induit un degré d'incertitude important et risque d'accroître les contraintes pesant sur la politique d'investissement de Gazprom alors même que les nouveaux gisements à mettre en production (Province de Yamal, Shtokmanovskoye) exigeront des investissements considérables. Ainsi, face aux incertitudes créées par la libéralisation du marché gazier de l'UE, Gazprom préfère pour l'heure retarder le développement de la province de Yamal (et recourir aux importations de gaz d'Asie centrale). La société gazière laisse ainsi entendre qu'elle ne s'engagera dans une mise en valeur sur grande échelle de cette province que si des contrats de long terme lui assurent des débouchés garantis sur le marché européen.

¹⁰ Finon (D.- "European Gas Markets: Nascent Competition in a Diversity of Models".- *Reform Group Project and IEPE, Université de Grenoble*, Research Book July 2002.

2 1.2 La nécessité d'accroître les opportunités des exportations russes face à la croissance prévisible de la concurrence

La libéralisation du marché gazier européen et l'accroissement de concurrence qui devrait en résulter sur le long terme posent à chaque fournisseur la question de la compétitivité de leurs exportations. De celle-ci dépendra la capacité de la Russie à maintenir, voire augmenter, ses parts de marché. La compétitivité des exportations russes sera largement dépendante du niveau de ses coûts en comparaison de ceux de ses concurrents. Bien que ne disposant pas d'informations très fiables en la matière, on peut émettre l'hypothèse d'une tendance à la hausse du niveau des coûts des fournitures gazières russes, les conditions étant nettement moins favorables que par le passé. Il s'agit aujourd'hui d'engager d'importants investissements alors que les actifs de production actuels sont déjà amortis (ou l'ont été par les pratiques soviétiques de remboursement du capital). Le déplacement vers des zones de production aux conditions techniques plus difficiles au fur et à mesure que s'épuiseront les grands gisements de Sibérie occidentale jouera sur les coûts. Compte tenu de leur taille, Urengoy, Yamburg et Medevhze ont incontestablement bénéficié de coûts de production à la tête de puits très bas, ce qui ne sera pas forcément le cas des gisements qui devraient être mis en production. Selon J. Grace, le coût de développement des gisements de Yamal dépasserait celui de Yamburg d'un facteur de deux à trois¹¹. Enfin, l'évolution de la Russie vers une économie de marché s'accompagnera d'une comptabilisation des coûts très différente de celle qui a prévalu au sein du système planifié. Elle intégrera une prise en compte des coûts en capital, de la fiscalité et s'appuiera sur un système de prix qui n'est plus administré, alors que les prix des inputs étaient largement sous-évalués dans l'ancien système. Tous ces éléments sont susceptibles de renforcer les coûts de production.

2 1.3 Les opportunités ouvertes par la libéralisation

Dans le même temps, la libéralisation du marché gazier est susceptible de faciliter la stratégie de conquêtes de nouvelles parts de marché de la société gazière, en lui offrant de nouveaux débouchés et en lui permettant de développer des transactions de court terme (marchés spots). Toutefois, une telle stratégie de conquête de nouvelles parts de marché risque de fragiliser les contrats en tirant les prix spot à la baisse et en gênant les grands partenaires contractuels de Gazprom. Ainsi, selon S. Boussena, les fournisseurs devront arbitrer : « d'une part entre des stratégies de défenses de position et des stratégies de conquêtes de nouvelles parts de marché et d'autre part entre les stratégies actuelles par les quantités et celles qui viseraient à défendre les prix en restreignant les quantités en accord avec leurs concurrents »¹². Compte tenu des pratiques de Gazprom en matière de maximisation des exportations, des contraintes budgétaires de l'Etat russe, des non-paiements internes et des bas prix du gaz en Russie, les arbitrages entre une stratégie par les quantités et une stratégie de défense des prix risquent d'être extrêmement difficiles.

¹¹ Grace (J.).- « Cost Russia's biggest challenge in maintaining gas supplies ».- *Oil and Gas Journal*, 13 février 1995, p. 81.

¹² Boussena (S.).-« New European Gas Market : Gas Strategies of Other Present and Potential Suppliers ».- *The role of Russian and CIS Countries in Deregulated Energy Markets*.- The 1999 International Conference, Paris 6-7 décembre 1999, The Moscow International Energy Club et le Centre de Géopolitique des Matières Premières-Université Paris Dauphine.

2.2 Les réponses de Gazprom

2.2.1 Maintenir un système de contrats de long terme « aménagé »

Pour l'heure, Gazprom tente avant toute autre chose de maintenir un système de contrats de long terme tout en essayant de tirer parti des nouvelles caractéristiques des marchés induites par la libéralisation¹³. Ses dirigeants ont à maintes reprises souligné leur attachement aux contrats de long terme tout en acceptant la modification de certaines clauses contractuelles pour des contrats existants et en « jouant » à l'occasion la carte des marchés spot. Les ventes spot effectuées par la société gazière sur le marché anglais en 2003 (près de 3 milliards de m³) sont l'illustration d'une politique qui pourrait se développer (notamment sur le marché belge).

Cette politique s'accompagne d'une volonté d'accéder directement aux consommateurs finaux. Cette stratégie d'intégration vers l'aval de la chaîne gazière a présidé à la constitution de la *joint venture* Wintershall-Gazprom dénommée Wingas. Elle est aujourd'hui mise en œuvre en Italie, Gazprom ayant négocié un accès direct à certains clients gros consommateurs de gaz (centrales électriques). Elle vise à tenter de récupérer une partie de la rente gazière perdue (ou non valorisée) en amont. L'enjeu porte sur une modification du partage classique de la rente gazière entre importateur-transporteur et exportateur-producteur¹⁴.

2.2.2 Multiplier les voies d'exportations

La politique de conquêtes de parts de marché s'accompagne d'une stratégie d'investissements dans les réseaux d'exportation. Le projet du « North European Gas Pipeline » par la Baltique est l'illustration exemplaire de cette politique. D'une capacité qui pourrait varier entre 19 et 30 milliards de m³, ce pipeline permettrait d'approvisionner en gaz russe, la Finlande, l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. La priorité qu'entend donner Gazprom à ce projet répond tout à la fois à une volonté de sécuriser les voies d'exportation tout en trouvant de nouveaux débouchés. Stratégie extrêmement coûteuse en investissements, elle suscite un certain nombre d'interrogations quant à sa pertinence. Elle doit, en effet, être mise en parallèle avec celle qui viserait à accroître les ventes sur le marché spot en utilisant les réseaux existants¹⁵. Notons également la réalisation du « Blue Stream Pipeline » sous la mer Noire, qui permet à la Russie de s'ouvrir de nouvelles voies d'exportations vers la Turquie, mais aussi les Balkans.

2.2.3 Limiter la concurrence « gaz-gaz » russe

Dans un contexte d'instabilité croissante pour les fournisseurs traditionnels de l'UE, on peut comprendre la volonté du gouvernement russe d'éviter que se développe une concurrence gaz russe contre gaz russe, justifiant ainsi le maintien du monopole d'exportation pour l'heure détenu par Gazprom. Ainsi, les sociétés pétrolières russes détentrices de réserves gazières importantes, telles Lukoil, Yukos ou Surgutneftegaz, ont à plusieurs reprises manifesté leur volonté d'exporter du gaz vers l'Europe. Elles seraient susceptibles de placer sur une base spot comme sur une base contractuelle des quantités de gaz non négligeables sur le marché européen. Une telle possibilité est cependant largement dépendante d'une réforme d'ensemble de l'industrie pétrolière russe qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle suppose d'une part la fin du monopole d'exportation accordé à Gazprom et d'autre part un accès libre et égalitaire à son réseau de gazoducs. La première de ces deux conditions ne sera pas satisfaite à court terme¹⁶.

¹³ Komarov (Y.).- « It's a long time since we have been analyzing implications of gas market liberalization in Europe ».- Interviews, Gazprom, 20 janvier 2004, 5 p.

¹⁴ Quast (O.), Locatelli (C.).- « Russian natural gas policy and its possible effects on European gas markets ».- *Energy Policy*, vol 25, n° 2, 1997, p ; 37-82.

¹⁵ Selon J. Stern, il serait plus judicieux de privilégier les ventes sur les marchés spot à partir des capacités existantes. « Broadening export strategy ».- *Petroleum Economist*, mai 2004, p. 21-23.

¹⁶ « Putin sanctions cautious reform of Gazprom ».- *Gaz matters*, mars 2004, p. 6-7.

3 L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE : UN NOUVEL ENJEU GAZIER POUR LA RUSSIE

La société gazière russe est aujourd'hui de plus en plus impliquée en Europe centrale et orientale au travers d'une politique industrielle particulière d'acquisition d'actifs dans les sociétés de distribution des pays importateurs et dans les pipelines de transit. Elle ne se limite donc plus au seul rôle de fournisseur privilégié en matière d'hydrocarbures. Cette stratégie s'inscrit dans celle qui vise à renforcer sa position et ses parts de marché en Europe. L'Europe centrale et orientale revêt aujourd'hui une importance particulière aux yeux de Gazprom qui affiche son intention de participer (aux coté des sociétés occidentales) à la privatisation des industries gazières dans la plus grande partie des anciens pays du bloc de l'Est.

3.1 Sécuriser et augmenter les parts de marché

Cette stratégie répond à plusieurs objectifs. Le premier est de se positionner sur ces marchés pour sécuriser les marchés traditionnels d'exportations de la société gazière, notamment en sécurisant les voies de transit. Ceci concerne ses prises de participation en Slovaquie dans l'opérateur du gazoduc qui amène le gaz russe sur les marchés européens. Cette année Gazprom doit, en particulier, décider s'il concrétise son option d'acheter 16,3% du gazoduc slovaque SPP, part qu'il rachèterait à GDF et Rurghas qui ont 49%. On peut noter la même démarche en Ukraine et en Biélorussie où Gazprom tente de prendre des parts de contrôle dans les sociétés gérant les réseaux de transport pour le transit du gaz russe¹⁷. Le contrôle des voies de transit lui permettra également d'influencer le développement d'infrastructures nouvelles et les tarifs de transit (qui constituent un poids important du coût d'exportation de Gazprom). Dans le même temps, il s'agit pour Gazprom de maintenir, au travers de cette démarche, sa position dans les pays d'Europe centrale et orientale et dans les pays baltes. Ces pays sont pour l'heure largement dépendants des importations russes. Une telle situation pourrait évoluer rapidement. On ne peut en effet ignorer la volonté d'un certain nombre de pays d'Europe centrale, comme la Pologne, de diversifier leur approvisionnement gazier (notamment vers la Norvège) compte tenu de leur extrême dépendance par rapport à la Russie. Toutefois, les infrastructures en place et la proximité des gisements russes donnent un avantage incontestable à ce pays par rapport à d'autres fournisseurs potentiels.

3.2 Contrôler la concurrence en provenance de la Caspienne

Le deuxième objectif concerne plus spécifiquement les acquisitions de Gazprom dans les Balkans, particulièrement en Roumanie et en Bulgarie. Il s'agit ici, tout en s'assurant de déboucher sur ces marchés, de tenter de peser et de contrôler le développement d'une concurrence potentielle à partir de la Caspienne. L'Europe du Sud présente ainsi un enjeu stratégique majeur dans la mesure où elle pourrait servir de route pour le gaz de la Caspienne à destination de l'Europe. Les prises de participations de la société gazière se font à l'occasion des mouvements de privatisation et d'ouverture mis en œuvre dans les Balkans pour tenter de répondre aux critères de l'Union européenne en vue d'une éventuelle intégration de ces pays. On notera notamment la volonté de Gazprom de prendre des parts dans les deux distributeurs roumains, Distrigaz Sud et Distrigaz Nord, ainsi que dans la société gazière bulgare, Bulgargaz, à l'occasion de sa privatisation¹⁸.

¹⁷ En Ukraine, Gazprom et la société d'Etat Naftohaz ont formé un consortium pour gérer le réseau de transit gazier. En Biélorussie, Gazprom en échange des dettes gazières de ce pays tente de prendre une part de contrôle dans l'opérateur du gazoduc Beltransgaz. Rappelons que ces pays sont les deux principaux pays de transit du gaz russe vers l'Europe (Eurosibérien et Yamal).

¹⁸ Cette compagnie d'Etat a aujourd'hui de fait un monopole sur les importations, le transport, le stockage et l'offre de gaz. Elle est l'opérateur et le propriétaire de l'ensemble du système de transit gazier en Bulgarie. Ce système achemine du gaz russe vers la Turquie, la Grèce et la Macédoine. 13, 5 milliards de gaz russe ont transité par ce système en 2002. Ce volume pourrait être porté à 19 milliards d'ici 2010.

« Bulgaria's role as transit country helps stimulate interest in privatisation ».- *Gas Matters*, mars 2003, p. 19-23.

Dans cette perspective, « l'enjeu » turc est crucial pour la Russie. Sur le court terme, les contrats russes signés avec la Turquie sont susceptible de saturer le marché turc et donc de limiter les importations gazières de ce pays en provenance d'autres pays comme l'Azerbaïdjan. Dès lors, au moins sur le court terme, la Turquie, point de passage obligé pour les exportations gazières de la Caspienne vers l'Europe, ne serait pas en mesure de jouer ce rôle. Rappelons-le, le « Blue Stream Pipeline » devrait livrer 16 milliards de m³ à la Turquie en 2007. La compagnie turque Botas a également deux autres contrats avec la Russie, d'un montant de 14 milliards de m³ par an. Dans ce contexte, il n'est pas certain que la Turquie puisse dès 2006 absorber le gaz de Shah Deniz en provenance de l'Azerbaïdjan (pour un montant de 6,3 milliards de m³)¹⁹ et exporté par le gazoduc en construction « Bakou-Tbilissi-Erzurum ».

4 L'ENJEU ASIATIQUE

L'accroissement des incertitudes liées à la libéralisation du marché gazier européen explique sans doute pour partie la volonté désormais affichée de Gazprom de définir une stratégie gazière « globale ». La société gazière russe entend ainsi se positionner sur les marchés asiatiques (à partir d'exportations par gazoducs et de GNL) et sur le marché américain (exportations de GNL). Les pays asiatiques et particulièrement la Chine sont susceptibles de s'affirmer dans les années à venir comme des importateurs majeurs de gaz en raison d'une demande qui, de 274 milliards de m³ en 2002, devrait dépasser les 350 milliards de m³ en 2010 et être proche ou dépasser les 500 milliards de m³ en 2020²⁰. Entre 2010 et 2020, la Chine pourrait contribuer pour près de 34% à l'accroissement de la demande gazière asiatique et l'Inde pour près de 20% (contre seulement 3% pour le Japon et 8% pour la Corée du Sud²¹). Les enjeux sont donc considérables.

Compte tenu de ses réserves gazières en Sibérie orientale et dans la république de Sakhaline, la Russie pourrait être un des fournisseurs majeurs de cette zone. Trois grandes zones de réserves sont identifiables en Sibérie orientale : celle de la république de Sakha, celle de la région d'Irkoustk et de la région de Krasnoyarsk, et celle de Sakhaline. Sur ces trois zones, les réserves prouvées et potentielles d'hydrocarbures ne sont pas négligeables puisque évaluées entre 3,7 et 5,3 trilliards de m³ selon les sources pour les réserves prouvées, et à plus de 50 trilliards de m³ pour les réserves ultimes²². Selon le plan énergétique de long terme de la Russie, ces réserves permettent d'envisager en 2010 une production variant entre 25-30 (scénario modéré) et 50 milliards de m³ (scénario optimiste) et en 2020, une production variant entre 55-90 (scénario modéré) et 110 milliards de m³ (scénario optimiste)²³. L'objectif final (mais à très long terme) serait la création d'un « Northeast Asia Gas Pipeline Network », liant le Japon, la Chine et la Corée aux régions productrices de Sakhaline et de la Sibérie orientale²⁴.

¹⁹ « Sanction of Shah Deniz opens door to corridor – but where will it lead ? ».- *Gas Matters*, mars 2003, p. 8-18.

²⁰ Selon les prévisions de l'APEC, la demande gazière asiatique serait de 359 milliards de m³ en 2010 et de 537 milliards de m³ en 2020. Selon l'EIA-US DOE, elle serait de 370 milliards de m³ de gaz en 2010 et de 552 milliards de m³ en 2020. « Gas suppliers battle for buyers ».- *Petroleum Economist*, mai 2003, p. 10 ; EIA-DOE, 2003, *Statistical Review of World Energy*, 2002.- BP/Amoco, 2003.

²¹ Ces calculs découlent du scénario de Demande gazière en Asie de l'EIA-US DOE, 2003.

²² L'Agence Internationale de l'Energie donne des réserves prouvées de 3, 789 trilliards de m³, E. Khartukov des réserves prouvées de 5,3 trilliards de m³ et Petroleum Argus des réserves prouvées de 5,1 trilliards de m³. Sources : Khartukov (E).- « East Asia's Energy Security : A Russian Perspective ».- *The Journal of Energy and Development*, Vol 24, n° 2, 2000, p. 226 ; *Developing China's Natural Gas Market : The Energy Policy Challenges*.- AIE-OCDE, 2002, p. 227.

²³ Il s'agit du plan énergétique à l'horizon 2020, approuvé en septembre 2003 par le gouvernement russe. Le scénario optimiste repose sur l'hypothèse d'un prix du pétrole de 30\$/bl en 2020.

²⁴ Toichi (T).- « Energy Security in Asia and Japanese Policy ».- *IEEJ*, juillet 2003, 8 p.

L'option qui a aujourd'hui le plus de chance de se réaliser consiste en un approvisionnement de la Chine à partir du gisement de Kovytko (région d'Irkoustk). Les études de faisabilité ont porté sur des exportations de 20 milliards de m³ par an à destination de la Chine, auxquelles pourraient s'ajouter 10 milliards de m³ vers la Corée du Sud. Les atouts de cette solution sont nombreux. En particulier, le développement du gisement et du gazoduc pourrait se faire avec l'aide d'investisseurs étrangers, dont notamment BP. Suite à la création d'une joint venture avec la TNK (Tyumen Oil Company), le major anglais se trouve être un des principaux actionnaires de la société de production, Russia Petroleum, qui détient la licence de développement du gisement de Kovytko. La principale question en suspens sur ce projet reste celle relative à la place qui sera accordée à Gazprom qui s'est vu conféré le monopole des exportations gazières à destination de l'Asie.

CONCLUSION

La stratégie gazière de la Russie est en train de profondément évoluer. Confrontée à des évolutions institutionnelles et organisationnelles sur son principal marché d'exportation, celui de l'Union européenne, la société gazière russe est contrainte à un certain nombre d'adaptations. Celui-ci demeure son principal marché d'exportation mais l'émergence de l'Asie comme importateur gazier significatif est susceptible de changer quelque peu la problématique des échanges gaziers de la Russie. L'internationalisation des échanges gaziers de la Russie est au cœur de la stratégie de Gazprom qui n'entend plus compter sur le seul marché européen.

L'Europe et l'Asie seront-elles mises en concurrence pour le gaz russe ? Rien n'est moins sûr à court terme compte tenu des infrastructures existantes et des gisements concernés par les exportations vers l'une ou l'autre zone. Mais une telle hypothèse pourrait sans doute peser sur les négociations entre la Russie et l'Union européenne pour laquelle l'approvisionnement russe est essentiel. Il n'en demeure pas moins que la libéralisation du marché gazier européen suscite des enjeux majeurs pour l'ensemble de l'industrie gazière russe dans la mesure où elle accroît les pressions concurrentielles sur ses fournisseurs traditionnels. La question de la rentabilité des exportations gazières russes s'affirmera ainsi avec plus d'importance alors qu'elle avait été un facteur négligé sous l'Union soviétique de par les pratiques de l'économie planifiée. De ce point de vue, la réforme du modèle d'organisation de la société gazière russe est au cœur du débat.

BIBLIOGRAPHIE

- Agence internationale de l'énergie, 2002. *Developing China's Natural Gas Market : The Energy Policy Challenges*. OCDE, Paris, 238 p.
- Boussena, S., 1999. "New European Gas Market : Gas Strategies of Other Present and Potential Suppliers". In : *The role of Russian and CIS Countries in Deregulated Energy Markets*, The 1999 International Conference, Paris, 6-7 décembre 1999. The Moscow International Energy Club et le Centre de Géopolitique des Matières Premières-Université Paris Dauphine.
- BP/Amoco, 2003. *Statistical Review of World Energy 2002*.
- "Bulgaria's role as transit country helps stimulate interest in privatisation". *Gas Matters*, mars 2003, pp. 19-23.
- Butler, M., 2002. "Russian Gas for Europe". *Oxford Energy Forum*, February, pp. 3-6.
- "Gas suppliers battle for buyers". *Petroleum Economist*, mai 2003.
- "Gazprom targets UK in gas export plans". *Gas Matters*, mars 2004, p. 8.
- "Gazprom hints at transportation quota for independent gas producers". *Gas Briefing International*, mai 2002, p. 3.
- Grace, J., 1995. "Cost Russia's biggest challenge in maintaining gas supplies". *Oil and Gas Journal*, 13 février, p. 81.
- Finon, D., 2002. *European Gas Markets: Nascent Competition in a Diversity of Models..* Reform Group Project and IEPE, Université de Grenoble, Research Book, juillet.
- Khartukov, E., 2002. "East Asia's Energy Security : A Russian Perspective". *Journal of Energy and Development*, 24 (2), p. 226 ; AIE/OCDE, 2002, op. cit., p. 227.
- Komarov, Y., 2004. *It's a long time since we have been analyzing implications of gas market liberalization in Europe*. Gazprom, 20 janvier, 5 p.
- Locatelli, C., 2003. "The viability of deregulation in the russian gas industry". *Journal of Energy and Development*, 28 (2), pp. 221-38.
- Partenariat énergétique UE/Russie*. Union européenne, 16 octobre 2001.
- "Putin sanctions cautious reform of Gazprom". *Gaz matters*, mars 2004, pp. 6-7.
- Quast, O., Locatelli, C., 1997. "Russian natural gas policy an its possible effects on European gas markets". *Energy Policy*, 25 (2), pp. 37-82.
- "Sanction of Shah Deniz opens door to corridor – but where will it lead ?". *Gas Matters*, mars 2003, pp. 8-18.
- Stern, J., 2004. "Broadening export strategy". *Petroleum Economist*, mai, pp. 21-23.
- Toichi, T., 2003. *Energy Security in Asia and Japanese Policy*. Institute of Energy Economics of Japan, juillet, 8 p.
- "Will political ties lead to a Russia-Uk pipeline link ?". *Gas Matters*, juillet 2003, pp. 10-15.
- Wybrew-Bond, I., Stern, J., eds., 2002. *Natural Gas in Asia : The Challenges of Growth in China, India, Japan and Korea..* Oxford Institute for Energy Studies, 319 p.